

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 18 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MBF Environnement

7 rue de Cherbourg
67100 Strasbourg

Références : 25-615_SP/AR
Code AIOT : 0006700557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 octobre 2025 dans l'établissement MBF Environnement implanté 15 ALLEE DES PEUPLIERS à Wissembourg (67160). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBF Environnement
- 15 ALLEE DES PEUPLIERS 67160 Wissembourg
- Code AIOT : 0006700557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MBF a exploité à Wissembourg, des installations de tri-transit-regroupement de déchets dangereux et non dangereux et notamment de déchets métalliques autorisés par arrêté du 24 mai 2011.

Elle a notifié la cessation de ses activités en plusieurs étapes :

- notification de cessation partielle pour le site sud par courrier du 13 janvier 2015,
- notification de cessation partielle pour une partie du site nord par courrier du 12 décembre 2015,
- notification de cessation pour le reste du site nord par courrier du 30 décembre 2016.

La présente visite porte uniquement sur la partie Sud du site séparée physiquement du reste du site par la rue « allée des peupliers »..

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation	Code de l'environnement du 17/07/2014, article R.512-39-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1	Sans objet
2	cessation	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site est effective.

A l'issue de la consultation sur l'usage futur réalisé en décembre 2016, l'usage futur retenu pour le site sud est un usage industriel.

L'exploitant indique avoir procédé à des travaux de réhabilitation du site.

Le mémoire précisant les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et attestant notamment des travaux de réhabilitation réalisés sur le site doit être communiqué à l'inspection.

Par ailleurs, la compatibilité du site à l'usage futur industriel retenu doit être justifiée au regard de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer,

dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

La visite porte uniquement sur la partie sud du site qui sera qualifiée dans ce rapport du site. Le site est bordé au sud par une zone boisée puis par la voie de chemin de fer, au nord par une zone mixte logements et activités tertiaires puis l'allée des peupliers Altenstadt, à l'ouest, un parking et le supermarché attenants construits après l'arrêt du site, puis un site industriel, à l'est par des logements et activités tertiaires puis par des terrains de sport.

L'exploitant a notifié par courrier du 13 janvier 2015 la cessation d'activité pour ce site.

L'emprise du site correspond aujourd'hui à une partie du parking du supermarché voisin et à une zone en friche clôturée et recouverte de végétation. Cette zone en surplomb des terrains voisins a fait l'objet d'importants apports de terres dont l'origine devra être confirmée par le propriétaire.

Il semblerait à ce stade que ces apports soient issus des terrassements du chantier du supermarché, cette société étant propriétaire de l'ensemble des parcelles concernées.

Il n'a pas été constaté de présence de déchets ou produits liés à l'activité de la société MBF.

Les risques incendie et explosion sont écartés. L'exploitant a par ailleurs réalisé en décembre 2014 une analyse des sols qui a révélé la présence diffuse d'éléments traces métalliques (dont plomb max 510 mg/kg, mercure max 1,3 mg/kg, zinc max 1200mg/kg, cadmium max 3,2mg/kg), de composés organiques total (max 150 000 mg/kg) et d'un spot d'hydrocarbures (1700 mg/kg).

La mise en sécurité du site est effective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La site a fait l'objet d'importants apports de terres dont la nature et l'origine doivent être justifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2

Thème(s) : Autre, Consultation sur l'usage futur

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence

<p>d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant par courrier du 30 décembre 2016 a procédé à la consultation sur l'usage futur du site. La SNCF propriétaire des terrains et la Communauté de Communes du pays de Wissembourg n'ont pas communiqué d'avis dans le délai de 3 mois. Leurs avis sont réputés favorables.</p> <p>L'usage futur retenu pour la partie sud du site est un usage industriel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cessation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2014, article R.512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réhabilitation du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir procédé suite au diagnostic réalisé en 2015, à des travaux de réhabilitation du site. L'exploitant a transmis à l'inspection suite à la visite le rapport de suivi des</p>

<p>travaux de dépollution du site sud (Réf A81462/A, ANTEAGROUP de septembre 2015).</p> <p>L'inspection ne dispose pas du mémoire précisant les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et concluant sur la situation du site suite aux travaux de réhabilitation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié de la compatibilité du site à l'usage futur industriel retenu au regard de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le mémoire de remise en état du site sud daté de décembre 2015 est à retransmettre à l'inspection.</p> <p>De plus, l'exploitant doit justifier de la compatibilité du site à l'usage futur industriel retenu au regard de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>